



LA RENTREE DOIT ETRE SOCIALE !

Le 7 juillet dernier, l'heure était au soulagement. Nous pouvons nous féliciter de la forte mobilisation des travailleur·euses de nos secteurs, partout en France et notamment à l'occasion du Festival d'Avignon, qui a contribué à empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir. Mais la lutte est loin d'être terminée.

L'extrême droite n'a jamais été aussi forte dans notre pays et compte aujourd'hui 143 député·es à l'Assemblée nationale. Elle reste un danger imminent, y compris pour nos professions. Plus que jamais, le combat contre l'extrême droite et ses idées doit rester une de nos priorités.

Le contexte politique actuel reste inédit et inquiétant. Malgré l'échec cinglant de son parti dans les urnes aux élections européennes et législatives, le Président Macron a choisi de ne pas reconnaître sa défaite électorale et la victoire du Nouveau Front Populaire. Son choix de nommer au poste de Premier ministre Michel Barnier, néo-libéral convaincu et aux positions dures sur l'immigration est un signal donné à la droite et l'extrême droite au mépris des principes démocratiques.

Comme pendant le mouvement contre la réforme des retraites où nous étions des millions dans la rue, le Président n'écoute personne à part lui-même. Il est l'artisan principal de cette crise politique sidérante.

Car la situation économique du pays n'en demeure pas moins préoccupante avec un déficit public qui se creuse et le refus de nombreux partis de trouver des recettes nouvelles en taxant le capital.

C'est dans ce contexte politique et économique tendu que pèsent sur nos secteurs de nouvelles menaces de coupes budgétaires et pour l'audiovisuel public le risque de ne pas trouver de financement adéquat et pérenne après la suppression de la contribution à l'audiovisuel public par Emmanuel Macron. L'emploi de milliers de salarié·es, intermittent·es et permanent·es est menacé. La CGT Spectacle va continuer à œuvrer ces prochaines semaines en intersyndicale pour construire un rapport de force et défendre nos professions. Sur le plan social, même si nous pouvons nous féliciter de la suspension de la réforme d'assurance chômage qui aurait, si elle avait été mise en place, précarisé davantage les chômeur·euses du régime général, l'accord professionnel unanime du 27 octobre 2023 qui prévoit des améliorations indispensables pour les droits des intermittent·es n'a toujours pas été pris en compte. La proposition de loi sur la continuité de revenus des artistes auteur·rices est quant à elle en suspens avec la recomposition de l'Assemblée nationale. Les salarié·es intermittent·es sont toujours discriminé·es dans leur accès au droit aux arrêts de travail. Les enseignant·es artistiques sont toujours déconsidéré·es et sous-payé·es. Les dangers que l'Intelligence artificielle fait peser tant sur l'emploi que sur la sincérité du débat public ne sont pas pris en charge.

Si nous voulons améliorer nos conditions d'existence et vivre de nos métiers, nous devons être en mesure de continuer à construire et amplifier les mobilisations de demain. Le calendrier, étant incertain et n'étant pas à l'abri de mauvaises surprises, nous devons nous tenir prêt·es à réagir à tous les scénarios.

Ainsi, la Fédération CGT spectacle appelle dès aujourd'hui à rejoindre les mobilisations, les actions, les initiatives qui ont lieu et qui auront lieu partout en France dans les prochaines semaines.

Partout où cela est possible, soyons présent·es.

Organisons des AG et des agoras. Restons visibles et uni·es.

Continuons, d'avancer dans l'unité et d'œuvrer pour celle-ci.

Nous avons quelques semaines pour que la journée de mobilisation du 1^{er} octobre à l'appel de l'intersyndicale soit le point de départ d'une grande mobilisation et puisse être vecteur de changement pour le monde du travail.

Nous avons les moyens de changer les choses.

Alors soyons les acteur·ices de ce changement !

Paris, le 06/09/2024